

# Les modes de régulation de la reproduction humaine

## Incidences sur la fécondité et la santé

*Colloque international de Delphes (6-10 octobre 1992)*



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE

**AIDELF**

# Fécondité, modèles familiaux et valeurs sociétales

---

Louis ROUSSEL

Institut National d'Etudes Démographiques, Paris, France

Le démographe, aujourd'hui a le sentiment que, pour l'essentiel, ses méthodes d'analyse lui permettent de décrire et de mesurer la fécondité. Il distingue l'intensité du moment et la descendance finale ; il sait apprécier le poids du calendrier sur l'indice synthétique ; il établit la distribution de la descendance dans une génération suivant le rang des enfants. Nous sommes loin de la trompeuse simplicité du taux de natalité.

S'agit-il maintenant de comprendre les évolutions dans le temps et la variété dans l'espace des indices de fécondité, il lui apparaît au contraire, qu'il demeure encore largement ignorant. On conviendra facilement que la fécondité est un phénomène sur-déterminé, que des facteurs nombreux interfèrent pour en fixer le niveau, mais sur le sens des interactions, sur le poids respectif des facteurs, sur l'explication des différences observées, sur l'efficacité des politiques démographiques, les opinions sont partagées et les affirmations le plus souvent prudentes.

On comprend bien l'intérêt théorique, mais aussi pratique, d'une intelligence plus claire des raisons qui déterminent le niveau de la fécondité. Mais les progrès ici, par leur faiblesse, contrastent avec ceux qui ont été réalisés en analyse démographique. C'est l'essentiel qui reste inconnu. On ne prétend évidemment pas, dans ce bref exposé, aboutir à des explications définitives. On voudrait simplement préciser quelle est peut-être la manière la plus pertinente de poser le problème. On le fera à partir de deux exemples : la baisse de la fécondité au cours de la période de transition, et celle qui est survenue en Occident durant les dernières décennies.

## I - Régime démographique et société globale

On appelle régime démographique un système de comportements qui aboutissent à une certaine stabilité des structures, sinon de la taille des populations. Dans un ensemble renouvelé comme l'est toute population, cet équilibre est obtenu par une équivalence à terme entre les entrées et les sorties, ici entre naissances et décès, puisque pour simplifier, on ne parlera pas des flux migratoires.

En régime traditionnel, cet équilibre ne dépend pas de décisions individuelles ; car les acteurs n'ont de prise ni sur la fécondité, ni sur la mortalité. La balance entre naissances et décès se réalise donc soit par une égalité continue entre les deux phénomènes, soit comme Le Roy Ladurie l'a montré pour l'Ancien Régime en France, à

travers la brusque interruption d'un temps de croissance régulière par une crise grave, famine ou épidémie, qui rétablit, à intervalles irréguliers, l'équilibre perdu<sup>(1)</sup>.

Faute de véritables acteurs, on pourrait considérer ce régime comme « naturel » si la société ne disposait pas, elle, de quelques stratégies, capables suivant la situation, de ralentir ou d'accélérer la fécondité. Moyens limités, certes, mais suffisants pour aider au rééquilibre démographique. Les deux principaux étaient sans doute le calendrier féminin du premier mariage, qui jouait sur la fécondité légitime et une variation de la proportion de célibataires qui modulait la fécondité générale.

A ces réserves près, qui portent sur des facteurs plus ou moins déterminants suivant les époques, les ajustements relevaient de la biologie et des subsistances disponibles. On vivait et on mourait sous les signes de la nature et du destin.

Tout change évidemment lorsque cet équilibre, assez brusquement, se défait au XVIII<sup>e</sup> siècle. Désormais la vie l'emporte sur la mort, mais, comme l'avait bien vu Malthus, ce pouvait n'être là qu'une victoire toute provisoire. Les couples, une partie de plus en plus importante d'entre eux, réagissaient en maîtrisant leur fécondité, d'une manière frustrée mais globalement efficace. Avec un décalage, plus ou moins fort suivant les populations, on « transita » vers un nouvel équilibre, cette fois par une diminution délibérée de la descendance finale.

Mais la nécessité, à terme, de ce rééquilibrage général ne constitue pas une explication, à moins de supposer quelque « main invisible » comme régulateur démographique : les couples ne réduisaient évidemment pas leur fécondité dans le simple but de réaliser un nouvel équilibre général des flux.

On peut imaginer, il est vrai, que la maîtrise de la fécondité était survenue dans une population qui déjà, massivement, souhaitait réduire sa descendance et que le désir ici avait précédé la possibilité effective. Ce serait oublier que la famille nombreuse avait été longtemps perçue comme une bénédiction : elle procurait une main d'oeuvre utile et constituait une assurance contre les aléas de la vie et les risques de la vieillesse.

Il faut donc expliquer pourquoi, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce qui était auparavant « bénédiction » devint handicap. Ryder, pour ce qui est de la famille rurale, a bien montré le déséquilibre survenu entre générations du fait de la mort plus tardive du père et des survivies plus nombreuses d'enfants adultes<sup>(2)</sup>. Les campagnes devenaient surpeuplées et les tensions entre parents et enfants se multipliaient. L'exode vers les villes, saisonnier, puis définitif, permit seul, d'abord, le maintien d'un relatif équilibre. Mais, à terme, la baisse de la fécondité apparaissait dans les familles paysannes comme la seule issue, pour transmettre à la génération suivante un patrimoine suffisant. On notera toutefois que cette motivation s'imposa plus ou moins rapidement suivant les pays et, dans un même pays, suivant les régions.

Quant à la baisse de la fécondité dans les villes, on a cru pouvoir l'expliquer par la Trilogie « Urbanisation, Industrialisation, Sécularisation ». L'explication paraît, de premier abord, satisfaisante. En ville, l'enfant est davantage une charge qu'un producteur. On vit non plus de substances, mais de salaires. La dissociation entre lieu de travail

(1) Le Roy Ladurie E., *Le territoire de l'historien*, Tome I, Paris, Gallimard, 1973.

(2) Ryder N., « Fertility and Family Structure », *Population Bulletin*, n° 15, 1983.

et résidence change profondément la vie quotidienne. Que l'industrialisation, de son côté, ait joué, dans cette baisse délibérée de la fécondité un rôle certain, qui en disconvient ? Elle a, en effet, créé d'abord plus de misère que d'aisance, plus de désarroi que de sécurité. Quant à la sécularisation, on comprend bien qu'elle ruinait les interdits qui empêchaient de «ruser» avec la nature.

Ce type d'explication semble pouvoir également s'appliquer, sans grande modification, à la baisse inattendue de la fécondité qui survint dans les récentes décennies. L'urbanisation, l'industrialisation, la sécularisation n'avaient cessé de se développer quand soudain, une innovation dans les moyens contraceptifs, permit de réduire, exactement, le nombre des enfants effectifs à celui des enfants souhaités : elle entraîna, quasi automatiquement, un nouveau flétrissement de la fécondité.

A l'encontre de cette thèse, les objections pourtant ne manquent pas. L'Angleterre et l'Allemagne, plus urbanisées et plus industrialisées que la France, ont longtemps gardé une fécondité plus forte. Les ouvriers de l'industrie eurent sans doute une descendance plus nombreuse que les commerçants et les artisans. Enfin, si R. Lesthaeghe<sup>(3)</sup> a raison d'attribuer la plus forte fécondité de la Belgique au XIX<sup>e</sup> siècle à une pratique religieuse demeurée plus élevée que celle des Français, on peut se demander si cette corrélation a valeur générale. Des pays, de tradition catholique comme l'Italie ou le Luxembourg, ont aujourd'hui des niveaux de fécondité très inférieurs à celui des pays à faible pratique religieuse comme la France ou la Suède. Si l'hypothèse relative à la sécularisation paraît la mieux fondée, elle n'est pourtant pas totalement satisfaisante.

Plus radicalement, il faut objecter à cette thèse que les trois explications proposées sont beaucoup trop générales pour être vraiment opératoires, c'est-à-dire pour rendre compte, même approximativement, des niveaux effectifs de fécondité en leur diversité. Il ne s'agit pas en effet d'expliquer *une* baisse de la fécondité, mais *la* baisse dans telle population. On voit bien à partir de la trilogie avancée que, dans une perspective macro-sociale, tout est changé et que la fécondité, à sa place, en a subi le contre-coup. Mais pourquoi le modèle dominant de la descendance finale est-il de deux enfants et non pas de trois, pourquoi la baisse de la fécondité a-t-elle commencé ici et non là, pourquoi le pourcentage des femmes sans enfant est-il élevé en Allemagne et faible en France, voilà des questions qui restent sans réponse. La distance entre les résultats précis de l'analyse démographique et les hypothèses générales proposées demeure trop importante, pour que l'on puisse vraiment parler d'explication. Le pont n'est pas vraiment jeté entre les deux domaines : la démographie reste d'un côté, la sociologie de l'autre.

La raison en est peut-être finalement que la problématique utilisée n'est pas pertinente. On s'est efforcé de rendre compte du niveau de fécondité, *par des facteurs extérieurs*. On a tenté d'expliquer les choix, désormais efficaces, des parents par des corrélations et des lois, au sens qu'a ce mot dans les sciences naturelles. Il existe bien une sociologie fondée sur ce paradigme causaliste : celle qui traite les faits sociaux comme des « choses ». Une autre tendance pourtant considère les normes collectives comme la résultante d'un ensemble d'actions individuelles. Les actions à la différence des conséquences, s'y expliquent d'abord par une motivation. Or, les comportements

(3) Lesthaeghe R., *Cultural Dynamic and Economic Theories of Fertility Change*, Vrije Universiteit, Brussels, 1987.

démographiques sont bien des actions et si cette conception de la sociologie est vraie, le niveau de fécondité doit d'abord correspondre à un projet de l'acteur. C'est la fin attendue qui règle la descendance.

Il ne s'agit pas pour autant de nier le poids des contingences. Le nombre désiré d'enfants est celui d'acteurs « en situation ». Entre le choix idéal, et le choix effectif, les enquêtes d'opinion ont d'ailleurs constamment révélé un écart important. Les parents choisissent, mais ils le font « sous contraintes ». La différence de fécondité entre sous-populations tient sans doute plus à la variété des contraintes qu'à la diversité des projets, bien que ces deux composantes ne soient pas vraiment indépendantes<sup>(4)</sup>.

En somme, le nombre d'enfants désiré est un choix d'acteurs en situation, un compromis entre l'idéal et le possible, bref une stratégie. Encore une fois, il s'agit là d'une conception épistémologique parmi d'autres. Elle semble la plus pertinente ; c'est ce qu'il s'agit maintenant de montrer à propos de la fécondité.

## II - Fécondité et modèles familiaux

La fécondité n'est pas un phénomène isolable ; elle s'inscrit dans la vie familiale comme dans un projet plus général. Il n'y a pas à proprement parler, de modèles de fécondité, mais des modèles familiaux dans lesquels la fécondité est une stratégie particulière<sup>(5)</sup>. Modèle familial, c'est-à-dire combinaison de finalités et de contraintes, projet central qui s'adapte à une situation.

Dans cette perspective d'une démographie « des acteurs », il faut donc rendre compte non seulement de la baisse de la fécondité, mais du niveau de fécondité maintenu. Alors que sexualité et fécondité sont désormais dissociées, alors que les charges de tous ordres imposées par l'enfant ne cessent de s'alourdir, pourquoi la grande majorité des couples veut-elle toujours des enfants, et pourquoi généralement deux enfants plutôt que un ou que trois ? La question devient : Que veut l'acteur en formant une famille ? Pourquoi se fixe-t-il alors à ce niveau de fécondité ? Et finalement, quels obstacles doit-il surmonter ?

La question d'abord semble aisée à résoudre. Ne suffit-il pas de demander aux acteurs les raisons de leur choix ? C'est bien ce qui a été tenté au cours des années 70 dans un certain nombre d'enquêtes d'opinion. On sait combien en furent décevants les résultats : les personnes interrogées se réfugièrent dans des banalités ou des invraisemblances, non par volonté de dissimulation, mais par ignorance de leurs motivations réelles.

Cette opacité est-elle une raison suffisante pour renoncer à cette voie ? La difficulté à saisir les raisons d'un acte implique-t-elle l'absence de raison ? En réalité, les actes importants de notre vie, ceux qui paraissent les plus simples, sont surdéterminés et leurs motivations peu conscientes. Dans le « Choix du conjoint », A. Girard ne débusquait-il pas, à côté du sentiment amoureux, des critères d'élection qui restent ignorés

(4) Paradesse C., Les théories de l'acteur, *Cahiers Français* n°247, Juillet-Septembre, 1990.

(5) Lesthaeghe R., The Second Demographic Transition in Western Countries : an interpretation. Vrije Universiteit, Brussel, IPD - Working Paper 1991-2

des acteurs<sup>(6)</sup> ? Pourquoi n'en irait-il pas de même de la fécondité ? On se posera donc la question à propos des deux baisses envisagées ici, celle de la transition démographique et celle des récentes décennies en Europe.

Dans le premier cas, on considèrera le seul modèle familial propre à cette phase démographique : la famille bourgeoise. Voici donc des familles, plus ou moins aisées, qui limitent délibérément leur descendance, le plus souvent à deux enfants. A. Dumont et plus tard Ph. Ariès semblent bien avoir compris le projet qui organisait cette conduite<sup>(7)</sup>. Ce que recherchaient prioritairement les parents, c'était la promotion sociale de leurs enfants. Ils ne pouvaient le faire que dans la mesure où leur investissement ne s'éparpillait pas sur une descendance trop nombreuse. Il ne parvenait d'ailleurs à cette limitation que grâce à des pratiques contraceptives efficaces, mais peu gratifiantes. Ils ne réussissaient d'ailleurs à « pousser » leur enfants que par des « sacrifices ». C'est pourquoi Ph. Ariès désigne ce modèle par l'expression « malthusianisme ascétique ».

L'expression ne doit pourtant pas faire oublier une intention cachée : les parents trouvaient leur compte à ce modèle. Ils se sacrifiaient, mais en même temps, ils recevaient comme par délégation, d'une manière imaginaire mais satisfaisante, une dignité sociale qu'ils n'avaient pu atteindre pour leur compte. Même s'ils étaient déçus de leur propre biographie, ils avaient acquis une identité gratifiante : celle de parents dont les enfants avaient réussi. Et cela leur était, à eux aussi, une promotion.

Quelles contraintes rencontraient les parents dans cette entreprise ? D'une part, l'imperfection de leur contrôle de la fécondité aboutissait parfois à une descendance plus nombreuse que celle qu'ils s'étaient fixée. L'importance des investissements pécuniaires nécessaires écartait d'ailleurs des modèles tous ceux qui épuisaient leur revenu dans la vie quotidienne. Enfin, les interdits religieux en matière de fécondité constituaient encore pour beaucoup une contrainte culturelle efficace.

Peut-on tenter de rendre compte, par une simple prolongation de ce modèle, de la nouvelle baisse de fécondité, celle qui suivit le baby-boom des années 50 ? Certainement pas. Il est vrai, comme le montre bien F. Godard que le succès scolaire des enfants constitue encore pour les parents un objectif essentiel. Il est vrai, comme il le souligne, que « tout se passe comme si la réussite de son enfant constituait une sorte de signe de réussite personnelle des parents »<sup>(8)</sup>. Cela ne signifie pas que cette finalité, claire, soit toujours prioritaire comme elle l'était pour la famille bourgeoise du début du siècle.

C'est que la place de l'enfant, parmi les attentes des parents, a changé. Cette place demeure sans doute importante. L'enfant continue à être perçu comme un bien durable, comme un bien appréciable. Mais il n'est plus guère l'objet d'une complaisance dans un imaginaire futur. C'est aujourd'hui que l'enfant apporte les gratifications qui sont attendues de lui. Il est celui-là, et celui-là seul, qui un temps voue à ses parents une admiration et une tendresse inconditionnelles. C'est par le regard de ce petit être seulement que les parents, un instant, sont vus comme des sortes de dieux. De plus, l'alliance entre un homme et une femme peut être dénoncée ; le lien entre l'enfant et ses parents est irréversible : il met dans la vie des parents la dignité d'un acte définitif.

(6) Girard A., *Le choix du conjoint*, Paris, PUF, 1964.

(7) Dumont A., *Dépopulation et Civilisation, Etude démographique*, 1890.

(8) Godard F., *La famille, affaire de génération*, Paris, PUF, 1992.

Tout cela garde un prix considérable. Mais désormais, la finalité de la famille n'est plus seulement orientée vers l'enfant ; elle est composite. Les attentes des époux vont de l'aisance économique au confort domestique, de l'intensité affective aux jeux de la réussite, de la forme physique au prestige social. Le bonheur, en somme, est un hédonisme syncrétiste où, faute de savoir quoi choisir, on se résout, sans exclusivité, à une exploration du champ des satisfactions possibles.

L'enfant est donc un bien privilégié certes, mais qui entre en concurrence avec d'autres biens. On le désire, mais en même temps, on refuse qu'il fasse obstacle aux autres attentes. Sa venue fait l'objet d'arbitrages nettement en sa faveur pour les rangs 1 et 2, le plus souvent défavorables pour le rang 3. Le nombre d'enfants choisi est en effet celui qui laissera compatible la parentalité et les autres biens souhaités. On raisonne en somme en terme de maximisation des gratifications possibles, ce que Bentham appelait « l'arithmétique des plaisirs ». C'est dans cette perspective qu'il faut examiner l'éventualité d'un troisième enfant.

Il apportera sans doute nombre de satisfactions, mais peu seront vraiment nouvelles : une maison plus vivante, un atout supplémentaire pour les risques de solitude de la vieillesse. Mais cela pèse relativement peu dans la majorité des familles. En contrepartie de ces avantages un peu flous, le coût du troisième enfant est évident. Il prolonge de plusieurs années la mobilisation des parents pour la prime éducation. Il rend plus lourdes les charges en temps, en argent et en soucis. Mais surtout cette naissance rend tout de suite plus difficile à maintenir la norme de *compatibilité* évoquée plus haut. Le troisième enfant va, en effet, empêcher la réalisation d'autres objectifs. Il va d'ailleurs le faire surtout pour la femme : pour elle, un travail professionnel à plein temps devient problématique et, davantage encore, la réalisation d'une carrière. Le troisième enfant va donc aussi contre la norme d'équité<sup>(9)</sup> et paraît reconduire l'épouse dans son statut antérieur de « domesticité ».

Si l'on fait donc, consciemment ou non, le compte entre les avantages probables qu'apporte le troisième enfant et les inconvénients certains de sa venue, la balance penche nettement, pour la majorité des parents, du côté des coûts marginaux. A la différence de ce qui se passait dans la famille traditionnelle, le troisième enfant constitue ainsi un handicap pour la réalisation des finalités actuelles de la famille. Plus que des contraintes ponctuelles, la motivation déterminante de la faible fécondité des couples contemporains est bien cette volonté d'un bonheur qui, comme le disait Foucault<sup>(10)</sup>, veut embrasser la « plénitude des possibles ». Ainsi, la formule « *Des enfants comme je veux, quand je veux* » signifie-t-elle, le plus souvent deux enfants entre 25 et 35 ans. Entre une descendance finale qui reste compatible avec la maximisation du court terme et celle qui rend celle-ci problématique, la frontière, dans nos sociétés, passe généralement entre le deuxième et le troisième enfant.

Soit, dira-t-on, mais c'est là une évolution qui a été progressive ; cette conception du bonheur familial n'a pas émergé soudain. Or, la récente baisse de la fécondité a été brutale. Comment ne pas en convenir ? La cause de cette soudaineté n'est pas le système des attentes, mais la situation des acteurs et celle-ci d'ailleurs a accentué et accéléré l'inflation de ces attentes.

<sup>(9)</sup> Kellerhals J., *Mariages au quotidien*, Lausanne, Favre, 1982.

<sup>(10)</sup> Foucault M., *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976.

Le principal changement dans la situation fut bien la diffusion de nouveaux moyens de contraception qui éliminaient presque tous les risques d'une naissance non-désirée. Ce changement à lui seul, suivant les estimations de Westoff aux Etats-Unis, de H. Leridon en France est responsable pour moitié de la baisse de la fécondité<sup>(11)</sup>. En même temps s'imposait l'idée que la femme pouvait prétendre, autant que son mari, à une carrière sociale et professionnelle. Simultanément, la prospérité économique et les garanties de l'Etat s'amélioraient. Chacun pouvait espérer maîtriser son histoire à condition de gérer rationnellement ses ressources et ses désirs. Et l'on a dit plus haut que cette rationalité consistait d'abord à maintenir leur compatibilité. Ainsi, le projet, progressivement mûri d'un bonheur complexe, trouve soudain, dans les dernières décennies, ses instruments efficaces.

Cette thèse présente l'avantage d'expliquer non pas *une* baisse de la fécondité, mais *la* baisse qui a fait passer le nombre modal d'enfants de trois à deux. Elle le fait sans recourir à des causes générales comme l'industrialisation, mais à partir d'un projet précis, celui d'un bonheur par compatibilité des attentes. Cela ne signifie évidemment pas que ce calcul ait été fait une fois pour toutes au début de l'union. C'est avec le temps et après la naissance du premier ou du second enfant que le projet se précisera.

On a bien conscience ici de n'avoir proposé qu'un changement général d'orientation, une adaptation de la sociologie des acteurs aux questions démographiques. Pour que la démonstration fût vraiment satisfaisante, il faudrait, en effet, dans cette optique, rendre compte des différences de pays à pays, montrer pourquoi dans une même population subsistent des familles de trois enfants et plus, pourquoi la baisse de la fécondité a commencé ici plutôt que là. La démographie des différences a ici un champ de recherches très vaste. Mais l'on peut dès maintenant soulever une question majeure : pourquoi s'est développé ce modèle familial ? Pourquoi en particulier sommes nous passés, pour reprendre les termes de Ph. Ariès, du malthusianisme ascétique au malthusianisme hédoniste ? C'est ici, à notre sens, qu'interviennent les valeurs sociétales.

### III - Modèles familiaux et valeurs sociétales

Définissons, avec R. Boudon et F. Bourricaud, les valeurs comme « des préférences collectives qui apparaissent dans un contexte et contribuent à la régulation de ce contexte »<sup>(12)</sup>. Nous chercherons donc quelles relations existent entre les valeurs qui règlent le fonctionnement de la société globale et les modèles familiaux. Il ne s'agit pas là d'un retour discret à la thèse d'une explication par des *facteurs* macro-sociaux. Ce qui est ici évoqué, ce sont des finalités individuelles et non des causes générales. Autrement dit, on se demande quel rapport existe entre les motivations régulatrices de la famille et celles qui assurent la solidarité sociale.

« Aucune » répondent ceux qui tiennent que les deux instances sont autonomes, s'organisent autour de valeurs différentes et complémentaires. Parsons est sans doute le sociologue qui a le plus précisément exposé cette thèse. Il part d'un constat de bon

(11) Westoff C. et Ryder N., *The Contraceptive Revolution*, Princeton University Press, 1977.  
Leridon H., « La baisse de la fécondité depuis 1965 », *Population*, 1985, 3.

(12) Boudon R. et Bourricaud F., *Dictionnaire Critique de la Sociologie*, Paris, PUF, 1982.



sens. Ne trouve-t-on pas d'un côté tendresse et solidarité, de l'autre indifférence et compétition ? Un domaine est celui de l'espace des choix, l'autre celui des contraintes. Dans un cas, les liens sont inconditionnels, dans l'autre d'opportunité. Bref, nous avons d'un côté le champ de l'expressivité où la valeur dominante est la recherche de la qualité dans les rapports, de l'autre celui où prévaut l'efficacité, l'instrumentalité.

L'univers sociétal, toujours selon Parsons, en raison des tensions qu'il suscite, serait insupportable si l'on ne pouvait se guérir de ses blessures dans la vie familiale. La famille est l'hôpital indispensable d'une société qui ne peut prospérer que grâce à une compétitivité agressive. Deux mondes en somme, radicalement différents, mais également nécessaires à la double vie que doit mener l'homme des sociétés industrielles<sup>(13)</sup>.

Le succès qu'a connu, provisoirement, cette théorie témoigne probablement qu'elle correspond parfois à une réalité, dans les cas de grande pauvreté par exemple, mais plus souvent à la perception spontanée que nous avons des rapports entre les deux instances.

R. Sennett, et plus tard J. Kellerhals, parlent bien d'un modèle de famille « refuge »<sup>(14)</sup>. Nous-mêmes n'éprouvons-nous pas le sentiment d'être partagé entre deux espaces ? L'un où nous serions assurés, maître du jeu, et en quête de bonheur. L'autre où nous nous sentirions dépendants, anonymes et en quête des instruments nécessaires au bonheur ?

Cette conception résiste pourtant mal à l'analyse. Elle suppose en effet une famille qui serait le lieu de valeurs permanentes et comme naturelles, une famille qui résisterait à une société évolutive et artificielle. Or, Lévi-Strauss a bien montré que cette société commençait précisément avec la famille, et que celle-ci était effet de culture et non simple expression de la nature. Par ailleurs, on voit bien, sans qu'une démonstration soit nécessaire, que la famille change et que cette évolution n'est pas indépendante de celle de la société. La modernité sociétale a bouleversé le mariage. Et aujourd'hui, les valeurs d'égalité et de liberté irriguent l'ensemble des relations, publiques comme privées. Ici et là, on se règle avec de plus en plus de réticence sur la loi générale ; on vise de moins en moins d'objectifs à long terme. La famille est, d'évidence, poreuse et la société de toutes parts y pénètre.

Prenons donc la thèse opposée : les deux espaces ne seraient réglés que par un même système de valeurs. Cette réduction a été faite dans les deux sens : ici, la société est considérée comme reflet des structures familiales, là au contraire, on y voit la matrice de celle-ci.

Il est difficile, sans simplification, d'exposer en quelques phrases la théorie de E. Todd<sup>(15)</sup> qui explique les formes du pouvoir politique par les différents types de solidarité familiale et en particulier de solidarité intergénérationnelle. Au commencement serait le modèle familial. Il est le niveau géologique du politique. Au fondement de toute société resterait prégnant le modèle des rapports les plus intenses et les plus fréquents, ceux de l'organisation familiale.

(13) Parsons T., *Family, Socialization and Interactions Process*, Glencoe, Free Press, 1955.

(14) Sennett R., *Les tyrannies de l'intimité*, Traduction française, Paris, Seuil, 1979.

Jean Kellerhals, *Microsociologie et la Famille*, Paris, PUF, 1984.

(15) Todd E., *La troisième planète*, Paris, Seuil, 1983.

La présentation de cette théorie a été l'occasion, pour E. Todd, d'établir un remarquable atlas mondial des modèles familiaux suivant la typologie « revisitée » de Le Play. Ce n'est pas un mince acquis. Il n'entraîne pourtant pas, à notre sens, l'adhésion à la thèse présentée. Comment, en effet, ces formes familiales, pour la plupart marginalisées, continueraient-elles à soutenir la diversité des systèmes politiques actuels ? Comment des modèles familiaux désormais obsolètes garderaient-ils leur efficacité dans des sociétés en constante évolution ? Peut-on finalement admettre que des types de solidarités familiales disparues continueraient, clandestinement, à gouverner une société que certains nomment déjà post-moderne ?

Faut-il donc basculer du côté de l'autre thèse réductionniste et admettre que les valeurs familiales, après tout, ne sont, à une échelle plus petite, que celles qui orientent l'évolution générale de la société globale ? Il serait utile ici de montrer les correspondances générales observées entre la famille et la société, avant et après la révolution, avant le passage d'un ordre hiérarchisé et stable à un monde égalitaire et évolutif. On voudrait, plus précisément, montrer cette correspondance aux deux moments des temps modernes évoqués ici.

La société de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle fut marquée par un optimisme né du progrès spectaculaire de la science, par le développement accéléré de l'industrie, par le crédit accordé à l'avenir. C'est aussi le moment, et ce peut être simple hasard, où l'individu cherche son identité dans sa participation à ce grand mouvement collectif, où la famille est perçue comme une entreprise orientée vers l'avenir, un avenir meilleur que le présent et dont l'enfant est comme l'avant-garde. La faible fécondité n'est rien d'autre que la meilleure manière de donner toutes ses chances à cet éclaircissement ; la meilleure manière aussi pour les parents de s'inscrire dans le grand mouvement social vers le mieux. Agissant ainsi, ceux-ci trouvent leur identité et donc leur légitimité en réalisant pour leur part les valeurs sociales dominantes. Familles comme société réalisent leur finalité par la recherche d'un progrès.

Au terme du XX<sup>e</sup> siècle, la situation est toute différente. Après plusieurs crises, militaires et économiques, en dépit d'une aisance matérielle encore jamais atteinte, la société occidentale s'interroge sur son avenir, doute de la légitimité de tout projet collectif et s'investit dans des préoccupations plus immédiates. On vit dans le présent, au jour le jour, à vue. C'est dans cette situation sociétale que nous trouvons, et ici aussi ce ne peut être pure coïncidence, une famille, elle-même incertaine de son sens, soucieuse de gratifications proches, mais en même temps peu assurée de ses critères de choix. Les parents sont donc avant tout soucieux de laisser ouverts tous les possibles, de maintenir réversible la plupart des engagements, bref, ils refusent ce qui barrerait définitivement les autres choix. En un mot, ils exigent la compatibilité de ce qui est maintenant choisi avec ce qui pourra l'être demain. Synchrétisme, hédonisme, scepticisme, voilà l'« air du temps » de la société comme des individus, des choix politiques comme des attitudes familiales. Telles sont les valeurs qui permettent de comprendre le niveau actuel de la fécondité et son mode à deux enfants.

Cette thèse présente pourtant une difficulté. S'il est vrai que l'indépendance des deux instances est une illusion du sens commun, il reste à expliquer à quoi tient cette illusion. On soutiendra ici que ce sentiment résulte non de l'étanchéité de deux univers de valeurs, mais de deux pondérations différentes des instances où expressivité et ins-

trumentalité sont l'une et l'autre présentes. Les valeurs d'expressivité hantent la société, qu'elles s'appellent « fraternité » ou « convivialité ». Les contraintes d'instrumentalité pèsent, douloureusement parfois, sur le fonctionnement de la famille. Mais les premières, celles du bonheur affectif, s'éprouvent ou se cherchent quotidiennement dans le cercle familial, tandis qu'elles n'existent le plus souvent dans la société que sous forme d'utopie ou de leurre. Proximité donc ici, distance là. De manière complémentaire, priorité est donnée dans la société, et en particulier dans le champ économique, à l'efficacité, tandis que celle-ci dans la famille est subordonnée à la qualité des relations. Distance et proximité s'inversent.

On peut donc parler de priorités différentes et non de valeurs exclusives. Nous aurions bien affaire non à deux univers, mais à un seul qui, entre autres, comporterait deux sites distincts. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre, comme Lévi-Strauss l'a bien montré que la famille est à la fois l'instrument et la négation de la société<sup>(16)</sup>. Tout système politique totalitaire s'efforcera donc soit de détruire, soit de domestiquer la famille. La capacité de résistance de celle-ci doit être brisée. De valeurs, il n'existe alors que celles définies par les organismes publics. Dans un régime libéral gestionnaire, en revanche, chacun, comme à la carte, tentera plutôt de trouver un équilibre singulier entre toutes les gratifications qu'il attend de la vie familiale et de la parentalité.

Sans doute existe-t-il, dans ces sociétés aussi, des politiques familiales. Elles sont généralement, et en bonne logique, très prudentes. L'Etat en France en particulier, s'efforcera parfois de multiplier les naissances de rang 3. Mais notre pays peut bien être officiellement nataliste, les valeurs sociales quotidiennes, celles qu'expriment les médias, par exemple, y demeurent malthusiennes. C'est qu'une société dont le système économique repose sur une accélération constante de la consommation privée, ne peut être, fondamentalement, qu'hédoniste et malthusienne.

La nôtre privilégie ainsi l'immédiat par rapport au long terme, le réversible par rapport à l'irréversible. Elle peut sur des points secondaires, peser quasi-mécaniquement sur les choix. Dans le domaine démographique, là où la différence entre mariage et cohabitation s'exténue, elle poussera parfois efficacement les couples à se marier plus tôt que ceux-ci l'envisageaient. Un avantage social important vaut bien un mariage avancé. Mais dans le cas de la fécondité, les atouts de l'Etat ne comptent guère face aux pressions sociales et culturelles qui barrent les engagements trop mobilisateurs et donc incompatibles avec d'autres attentes. L'image sociale du bonheur informe les motivations familiales dans les choix décisifs, et la fécondité en fait évidemment partie.

### Conclusion

Finalement, qu'avons-nous dit ? D'abord que la fécondité n'était pas un comportement isolable des autres conduites démographiques. Elle s'inscrit dans un projet familial plus large comme une stratégie parmi d'autres. Il faut donc la comprendre, non pas comme le résultat de causes extérieures, mais comme l'expression d'une intention « sous contraintes ».

<sup>(16)</sup> Lévi-Strauss C., *Les structures élémentaires de la parenté*, Paris, PUF, 1949.

Quelle est cette finalité ? Il fut un temps où la famille était pour un individu le groupe indispensable à sa survie. Célibataire, veuf ou marié, chacun ne pouvait vivre que dans une maisonnée. Point donc alors d'équivoque : c'était la famille ou la mort.

Il n'en va pas de même aujourd'hui. La vie solitaire est devenue tout à fait possible et si une famille est délibérément fondée, c'est pour une raison moins élémentaire. On aura dit peu de choses en avançant que cette finalité désormais est le bonheur. On a tenté de montrer ici que ce bonheur familial tel que l'entendent nos contemporains, se veut éclectique, que des gratifications multiples en forment l'image composite et que les choix en définitive sont passés au crible de la compatibilité avec l'ensemble des attentes : la préférence pour une descendance de deux enfants tient à cette ouverture maintenue.

Enfin, il nous a semblé que cette conception du bonheur familial dépendait d'une instance plus large, celle des valeurs sociétales, de celles en particulier qui avaient rapport au sens de la vie, à la conception du temps, aux relations avec les autres. Bref, c'est indirectement et à travers les modèles familiaux, que la société globale affecte les comportements démographiques en général, la fécondité en particulier. Et elle le fait non à la manière d'une cause qui provoque nécessairement un effet, mais comme une attente collective qui oriente des conduites individuelles avec une plus ou moins forte probabilité.

Ce faisant, humilie-t-on la démographie, réduisant son rôle à celui de pourvoyeur de données quantitatives ? En aucun cas. Si, dans cette coopération interdisciplinaire il revient souvent à la sociologie de proposer une hypothèse, ici la conception syncrétiste du bonheur, c'est à la démographie de dicter les conditions de recevabilité de cette hypothèse. Pour qu'elle soit admise, et d'ailleurs toujours provisoirement, il faut qu'elle s'ajuste à la totalité des données quantitatives disponibles et à celles-là seulement. Que l'hypothèse soit trop générale et elle n'intéressera plus le démographe. La garantie qu'il exige c'est l'ajustement précis avec les données précises.

Tout cet exposé est bien évidemment très schématique. Il définit très sommairement la problématique d'une démographie des acteurs et le champ est encore en friches où l'on obtiendra, on peut l'espérer, des résultats satisfaisants. Alors peut-être comprendra-t-on mieux comment les hommes réagissent à la possibilité inouïe d'avoir désormais les enfants qu'ils veulent quand ils veulent, et de décider si oui ou non, ils donneront vie à un nouvel être humain. Nous pensons, quant à nous, que cette intelligibilité relève en définitive d'un projet collectif plutôt que d'une collection de facteurs.

Enfin, à notre sens, valeurs familiales et valeurs sociétales sont radicalement les mêmes, parce que les unes et les autres sont des conduites motivées et non des effets provoqués. A la majorité de nos contemporains, les secondes semblent aujourd'hui utopiques sinon illusoire. Les individus se replient donc spontanément dans le privé. Mais des valeurs qui ne s'investiraient que dans la quotidienneté et l'étroitesse du cercle familial se pervertiraient progressivement. La société est le grand air dont la famille a besoin comme celle-ci est le site confiné où, pour ainsi dire, nous pouvons respirer « au quotidien » la société.